

Mais difficile aussi, même si peu de gens l’ont fait, de ne pas penser que les campagnes de propagande du Forum Nucléaire ont aussi servi à préparer l’opinion publique à cette prolongation des centrales nucléaires. Passant outre toutes les questions qui restent aujourd’hui sans réponse autour du véritable impact des centrales nucléaires vieillissantes qui se trouvent sur notre territoire [18] et qui permettent, en passant, à GDF Suez de se faire de plantureux bénéfices estimés à au moins 1,2 milliard d’euros par an [19] grâce à l’amortissement de ces centrales.

Alors, au moment de la prochaine révision de la loi du 31 janvier 2003 au Parlement [20], pensez-vous que nos représentants auront vraiment réfléchi au nucléaire ou qu’ils se laisseront bernier une nouvelle fois par des compagnies multinationales qui n’ont, faut-il le rappeler, que pour but de faire un maximum de profits... Et vous ? Le capitalisme, y avez-vous déjà réfléchi ?

Andrée Fonteyne

Notes

- [1] On peut retrouver l’ensemble des campagnes sur <http://www.nuclearforum.be/fr/forum...>
- [2] <http://www.nuclearforum.be/fr/forum...>
- [3] il suffit d’une petite recherche dans la banque de données des personnes morales sur le n° d’entreprise 409.742.450
- [4] <http://www.nuclearforum.be/fr/forum...>
- [5] <http://www.nuclearforum.be/fr/forum...>
- [6] pp. 21-26 <http://www.dekamer.be/doc/ccra/pdf/...>
- [7] <http://www.nuclearforum.be/fr/debat...>
- [8] « Pour préserver l’accès à l’énergie tout en réduisant nos émissions de CO2, il faut encourager chacun à repenser sa consommation d’énergie. Il faut également augmenter la part des ressources renouvelables dans le mix énergétique. Le problème, c’est qu’elles ne seront probablement pas suffisantes pour répondre seules aux besoins de tous. Aujourd’hui, l’énergie nucléaire nous permet de réduire de 30 millions de tonnes nos émissions de CO2 chaque année. A titre de comparaison, c’est l’équivalent de l’ensemble des émissions du parc automobile belge. Elle participe donc activement à la lutte contre le réchauffement climatique. La Belgique s’est engagée dans cette lutte en signant le protocole de Kyoto. Un engagement difficile à respecter sans le nucléaire. On ne peut, en revanche, nier les risques inhérents à cette technologie. Des risques dont on se passerait bien volontiers. Posons la question autrement : de combien sommes-nous prêts à réduire notre consommation d’électricité pour respecter nos engagements ? » <http://www.nuclearforum.be/fr/debat...>
- [9] « Tous les jours, on peut trouver dans notre assiette des produits qui ont subi un rayonnement ionisant. Rassurez-vous, personne ne cherche à nous faire avaler des aliments radioactifs. En fait, la ‘radiostérilisation’ permet d’éliminer

les bactéries et autres micro-organismes présents dans certains aliments pour leur assurer une meilleure conservation. Elle est utilisée sur les épices mais aussi sur d’autres végétaux comme l’ail ou les oignons par exemple pour ralentir la germination. Paradoxalement, cette technologie qui vise à protéger notre santé comporte elle-même des risques avec lesquels il nous faut vivre. Et même si le risque nucléaire est minime, on ne peut pas le nier. On se passerait bien de ce genre de risque, non ? Mais accepterait-on pour autant de manger des bactéries à tous les repas ? » <http://www.nuclearforum.be/fr/debat...>

[10] <http://www.nuclearforum.be/fr/debat>

[11] « Dans une carte blanche publiée dans le journal L’Echo du 8 juillet dernier, Greenpeace réagit à une information diffusée par le Forum nucléaire par voie de presse sur les nombreuses applications du nucléaire autres que la production d’électricité. »Les applications médicales du nucléaire ne sont nullement contestées. Greenpeace a toujours reconnu la nécessité de leur utilisation (...)« souligne Jan Van De Putte dans le journal. En la matière, la Belgique dispose d’une expertise et d’un savoir-faire internationalement reconnus et qui permettent de fournir près de 5 millions de diagnostic et de traitements dans le monde par an. Certes ni Doel ni Tihange ne produisent ces radio-isotopes. Près de 80% sont fournis par des réacteurs de recherche. Par contre, l’électricité produite par ces centrales est nécessaire pour permettre aux hôpitaux de fonctionner et d’être au service du patient : éclairage, alimentation des appareils électriques - qui souvent sauvent des vie - des salles d’opération, d’examen, de soin, courant pour les ordinateurs avec lesquels les diagnostics sont analysés ou qui facilitent la partie administrative de soins de santé, etc. » <http://www.nuclearforum.be/fr/debat...>

[12] <http://www.nuclearforum.be/fr/debat/chat> les séances sont toutes visibles dans leur intégralité

[13] composé des écologistes, des socialistes et des libéraux du Nord et du Sud du pays (1999-2003)

[14] Lire cette fiche très pédagogique des amis de la terre pour comprendre de quoi il ressort <http://www.motherearth.org/energy/p...>

[15] <http://economic.fgov.be/fr/binaries...> , rappelons quand même qu’un des huit experts, l’Allemand Wolfgang Eichhammer, Chercheur au Fraunhofer Institute de Karlsruhe, s’est désolidarisé des conclusions.

[16] <http://www.magnette.fgov.be/index.p...>

[17] le conditionnel reste quand même de mise vu la polémique autour de la déclaration de Gérard Mestrallet sur le non paiement des 500 millions d’euros que GDF Suez doit verser à l’Etat belge en 2009

[18] cf, par exemple, la récente campagne de greenpeace autour de la non couverture du risque nucléaire <http://www.greenpeace.org/belgium/f...>

[19] <http://trends.rnews.be/fr/economie/...>

[20] parce que oui quoi qu’on en dise, cette loi est toujours d’actualité tant qu’elle n’a pas été modifiée



Ceci est une sortie papier bricolée du Journal Indépendant et Militant. Spécialement destinée au train militant vers Copenhague, cet exemplaire a pour objectif de montrer un peu à quoi ressemble JIM, journal actuellement disponible sur la toile. Différents articles sur des thèmes variés ont été sélectionnés. Ce numéro spécial comporte quatre versions différentes avec chaque fois un article à lire, éventuellement complété de brèves. Echangez-les-vous. Bonne lecture (vous avez 12 heures).

Ultime remarque : ces articles ayant été initialement publiés sur internet, plusieurs sources ont été mentionnées par des liens hypertextes, que vous ne pourrez pas retrouver ici

« L’énergie nucléaire, y avez-vous déjà réfléchi ? »

Publié le samedi 7 novembre 2009, écrit par Andrée Fonteyne

En février dernier, le Forum nucléaire lançait sa première campagne publicitaire de grande ampleur, suivie rapidement d’une seconde pendant l’été et d’une troisième en septembre 2009 [1]. Sous couvert du débat, c’est une véritable campagne de propagande qui nous aura été infli-

Mais qui se cache derrière le « Forum Nucléaire » ?

Le Forum Nucléaire se donne pour objectif de « devenir la référence par excellence en matière d’applications pacifiques du nucléaire. Tant à l’égard de la presse et du monde politique que du grand public » [2]. Rien que ça.

La lecture des statuts [3] de cette association sans but lucratif (si si !) est éclairante à plus d’un titre. Créée le 29 février 1972, cette asbl est en fait l’ancien « Groupement professionnel de l’Industrie Nucléaire ». Son objet social est « d’encourager le développement et les applications pacifiques de l’énergie nucléaire, d’informer et de documenter les membres, les entreprises ou organismes que les membres actifs représentent ou regroupent, ainsi que les tiers et le grand public, de susciter dans le pays un intérêt en faveur des applications pacifiques de l’énergie nucléaire, d’étudier les problèmes généraux ou particuliers ayant trait aux domaines envisagés ci-dessus. »

Il y a trois catégories de membres :

1. Les membres actifs [4] : on y retrouve Agoria, Areva,

Belgoprocess, le Centre d’étude de l’énergie nucléaire (SCK-CEN), Electrabel, l’Institut National des Radioéléments (IRE), SPE, Synatom, Tractebel Engineering et Westinghouse Electric Belgium. Selon les statuts de l’asbl, ces membres payent une cotisation annuelle qui ne pourra pas dépasser 50.000 euros et peuvent être également mis à contribution, en fonction des besoins financiers du Forum Nucléaire Belge ou pour des besoins spécifiques, dans le cadre d’une cotisation extraordinaire qui ne pourra pas dépasser 5.000.000 euros par an.



Le logo original des anti-nucléaires détourné par le forum

2. Les membres associés [5] : Laborelec, MPE, Tecnubel, Transnubel et Transrad qui sont eux soumis à une cotisation annuelle qui ne peut pas dépasser 5.000 euros et qui peuvent également être sollicités pour une cotisation extraordinaire qui ne dépassera pas 10.000 euros par an.

3. Les membres individuels

Si on pouvait s’attendre à retrouver sans surprise Areva et Electrabel parmi les membres actifs du Forum Nu-

cléaire, la présence de l’IRE, de Synatom, de Belgopro-cess et du SKE-CEN, qui bénéficient de subventions publiques, pose question. Le Ministre de l’Energie, Paul Magnette, a d’ailleurs reconnu en Commission parlementaire [6] que de l’argent public avait bel et bien servi au financement de la campagne publicitaire du Forum Nucléaire. Le Centre d’étude de l’énergie nucléaire, société privée de fonds public, a payé une cotisation de 3.838 euros et des montants supplémentaires de 111.641 euros pour 2008 et à 150.000 euros pour 2009, justifiant leur participation au Forum Nucléaire par le fait qu’elle « permet de nouer des contacts commerciaux » et que « la campagne rencontre à leurs yeux leurs missions d’information et de diffusion des connaissances ». L’Institut des Radio Eléments (IRE) cotise au Forum Nucléaire à hauteur de 3.800 euros et a versé 2.000 euros supplémentaires pour le programme publicitaire en 2008 et 2009. L’IRE reconnaît que « la campagne ne correspond pas (à ses) missions mais il estime intéressant de participer au Forum, considéré comme une fédération professionnelle qui permet un échange d’expérience. »

C’est clair, net et précis, le Forum Nucléaire est donc, partiellement et de manière indirecte certes, alimenté financièrement par des subventions publiques.

Mais de quel débat parle-t-on ?

Un débat autour de la question de l’approvisionnement en électricité est absolument nécessaire. Ce financement public serait donc justifié si ce débat était mené de manière impartiale et correcte.

Ce n’est évidemment pas le cas de la part d’une asbl dont, rappelons-le, l’objet social est de « susciter dans le pays un intérêt en faveur des applications pacifiques de l’énergie nucléaire ».

Quelques exemples de manipulations malhonnêtes ? Le site du Forum Nucléaire en regorge ! Il y a trois parties dans l’espace débat. Une première est consacrée à des messages qui sont censés inviter à réfléchir et à réagir [7]. On y retrouve, en vrac, des affirmations qui mélangent tout et n’importe quoi, de l’utilisation du

nucléaire pour la fabrication d’électricité à son utilisation médicale, et bien entendu, pour chaque message, le Forum Nucléaire nous explique en quoi l’énergie nucléaire nous est indispensable.

Par exemple dans le message « Il faudrait renoncer au nucléaire. Aux accords de Kyoto aussi ? », on y apprend que l’énergie nucléaire « participe donc activement à la lutte contre le réchauffement climatique » [8]. Ou encore, sous le message « Les légumes, c’est bon pour la santé. Même s’ils sont irradiés ? » que « la ‘radiostérilisation’ permet d’éliminer les bactéries et autres micro-organismes présents dans certains aliments pour leur assurer une meilleure conservation » et que renoncer au nucléaire, c’est donc accepter « de manger des bactéries à tous les repas » [9]...

La seconde partie des débats reprend ce que le Forum Nucléaire appelle « Les libres propos » [10]. Ici ce sont les « propos les plus remarquables » des « leaders d’opinion » qui sont soumis à nos commentaires. Tous les messages, sans exceptions, sont en faveur de l’énergie nucléaire. Même les propos de Jan Vande Putte [11], Responsable de la Campagne Energie Nucléaire au sein de Greenpeace, qui réagissait à la campagne publicitaire du Forum Nucléaire, sont tournés d’une telle façon qu’on pourrait

croire que, finalement, Greenpeace, en reconnaissant l’utilité du nucléaire médical reconnaît l’utilité du nucléaire tout court...

Enfin, la troisième partie des débats est consacrée aux quatre séances de « Live chat » [12] organisées par le Forum de février à mai 2009, avec Robert Leclère, président du Forum, Eric van Walleet et Hamid Aït Abderrahim du Centre d’étude de l’énergie nucléaire, la Belgian Nuclear Society Young Generation et, enfin, avec Alain de Hal-leux réalisateur de « R.A.S. Nucléaire Rien a signaler ».

Dans cette partie de « Live chat », les internautes sont invités à dialoguer avec tous ces experts de l’industrie nucléaire et à leur poser, sans tabou, toutes leurs questions. Certains attendent toujours leur réponse...

Bref vous l’aurez compris, ce n’est pas grâce au Forum Nucléaire que nous aurons enfin un débat démocratique sur la question du nucléaire. Ni sur la question de notre consommation énergétique globale... En éludant totalement le fait que la vraie solution est une diminution drastique de notre consommation énergétique (et, ce, quelle que soit la source énergétique) ainsi que les problématiques de la gestion des déchets, de l’approvisionnement et de la sécurité, le Forum Nucléaire nous fait croire qu’il n’y a qu’une solution : l’énergie nucléaire. Et autant aller droit dans le mur en fermant les yeux et en accélérant le mouvement...

Pourquoi cette campagne de propagande ?

En 2003, le Gouvernement « Arc-en-Ciel » [13] décide de sortir du nucléaire en adoptant la loi du 31 janvier

2003 « sur la sortie progressive de l’énergie nucléaire à des fins de production industrielle d’électricité » [14] qui prévoit l’arrêt progressif de toutes les centrales nucléaires situées en Belgique à partir de 2015.

Le 1^{er} octobre 2009, Paul Magnette, Ministre fédéral de l’Energie, proposait d’allonger de dix ans la durée de vie des anciennes centrales suite aux conclusions du rapport GEMIX [15]. Le 12 octobre, le Gouvernement fédéral entérinait cette décision au prix d’un accord avec le groupe GDF Suez et la société Electrabel [16]. A ce moment, le Gouvernement est en train d’essayer de boucler un

budget difficile. Difficile de ne pas faire le lien avec les 500 millions d’euros qui seraient [17] versés par GDF Suez de 2010 à 2014.

Belgique : le coût de la guerre en Afghanistan (30/11/2009)

D’après les chiffres communiqués par le ministère de la défense à la Cour des Comptes, le coût de la présence belge en Afghanistan sera de 76 millions d’euros en 2009.

Ce chiffre permet aux quotidiens du groupe Vers l’Avenir d’estimer le coût annuel d’un militaire belge dans le boursier afghan à 156.700€. Le coût de la vie des civils afghans touchés par les combats, les bombardements et autres « tirs amis » n’est pas pris en compte, lui.

Afghanistan : 30.000 GI’s américains + 30 belges dont 3 policiers et 1 magistrat

On a beaucoup parlé de l’envoi de trente mille soldats américains supplémentaires en Afghanistan. Mais l’envoi d’effectifs belges a été annoncé beaucoup plus discrètement. En l’absence de tout débat public, le gouvernement belge a décidé de soutenir également « les forts de guerre ».

Il fallait, semble-t-il, se montrer au côtés de l’ami américain. Ainsi quelques instructeurs militaires, « deux ou trois policiers » et un magistrat seront envoyés en Afghanistan. Il est certain qu’après les barbecues somaliens, les ratonnades pré-méditées à la prison de Forest et les méandres juridiques de « l’affaire Fortis », la Belgique dispose de contingents prompts à donner des leçons. La présence militaire belge en Afghanistan s’élèvera à 600 personnes, sur les 83.457 que compte la force internationale d’assistance à la sécurité (c’est eux qui le disent), dirigée par l’OTAN. Les Etats-Unis et une vingtaine de pays ont promis ces derniers jours d’envoyer l’an prochain plus de 37.000 hommes supplémentaires pour combattre l’insurrection des talibans et de leurs alliés.

Belgique : Ben-Laden projette-t-il d’engager des bombspotters ? (08/11/2009)

Des Bombspotters bruxellois ont inspecté pendant plus d’une heure et demie la base militaire de Kleine Brogel (Limbourg) et ont empêché temporairement l’utilisation d’armes de destruction massive illégales. Ils ont réussi à s’avancer dans la base militaire sans que les plantons ne remarquent quoi que ce soit, occupés qu’ils étaient à regarder des DVD.

Samedi 7 novembre à 15h00, les bombspotters ont escaladé les enceintes de la base militaire aérienne en vue de dénoncer la présence des armes nucléaires illégales sur le territoire belge et ce à 6 mois de la révision du traité de non-prolifération. Ils ont tout d’abord occupé de manière non-violente la piste de décollage pendant plus d’une heure en vue d’empêcher les F16 bombardiers de décoller.

Ils ont ensuite mené une inspection civile dans la zone ultra protégée des bunkers dans lesquelles sont entreposées une vingtaine d’armes nucléaires. Bien que cette zone de la base soit protégée par des centaines de soldats américains, ils ont réussi à s’y introduire en vue de contrôler un des bunkers suspects. Ne pouvant accéder à l’intérieur du bunker, ils ont grimpé sur deux tours de contrôles en vue d’y installer le drapeau symbolique de la paix. Les Bombspotters bruxellois ont montré clairement qu’ils n’acceptaient aucunement la politique illégale d’armement nucléaire de l’OTAN.

Nous ne pouvons que recommander de regarder le reportage photo disponible sur le site du CEMAB. On y voit clairement que les bombspotters sont aisément reconnaissables et marchent calmement pour remplir leurs objectifs. A la recherche de matériaux radioactifs, Oussama Ben Laden serait susceptible de leur demander un petit service.